

RAPPORT MORAL 2011

67^{ème} congrès - PARIS

2010-2011, sortie de crise ? On en parle... Mais on voit bien que cette crise perdure, au moins dans le budget de l'État.

Les cotés positifs ? Nous commençons à nous y habituer et à savoir faire avec. Peut-être vivons-nous en réalité de profonds changements dans nos modes de vie, nos modes de pensée et nos façons d'envisager l'avenir.

Dans la partie « bilan de l'année écoulée », si 2009 avait été riche de péripéties, 2010 a été riche en catastrophes avec, entre autres, la tempête Xynthia pour saluer l'arrivée du printemps et les inondations du Var pour annoncer l'été ; ces deux événements ont profondément marqué les agriculteurs et particulièrement les horticulteurs et pépiniéristes que nous sommes.

Beaucoup d'entreprises ont souffert, certaines n'ont pu redémarrer, d'autres repartent plus ou moins complètement mais resteront très fragiles, et pendant longtemps.

2011 n'est pas en reste, avec la catastrophe dans le nord-est du Japon, qui, si elle est bien loin de nous, n'en a pas été moins terrible et d'une ampleur telle qu'il est impossible de prévoir quand et comment ce pays pourra s'en sortir...

Chez nous, les catastrophes climatiques ont remis au premier plan les problèmes liés aux assurances, tant du point de vue de la réaction des compagnies face à leurs clients sinistrés déclarés, que sur la gestion des catastrophes naturelles de grande ampleur par l'état via le fonds de garantie des calamités agricoles.

Si la F.N.P.H.P. a fait, avec Charlotte Joulia, un gros travail de compréhension et d'information sur les dispositifs en vigueur, il reste un gros chantier : trouver les moyens de faire cadrer les contrats d'assurances avec la réalité et avec les attentes des assurés.

Le 30 juin prochain verra la fin de l'accord triennal interprofessionnel 2008-2011 sur lequel fonctionne Val'Hor. Il fallait donc en négocier un nouveau.

Ce travail entrepris par Philippe Moinet dès le début de 2010, avec l'équipe le Val'hor et le soutien de la FNPHP, a été long et difficile. Si les familles de la production et de la distribution sont assez vite tombées d'accord sur une évolution progressive de la gouvernance et sur une maîtrise encore plus rigoureuse des dépenses, les entrepreneurs du paysage étaient beaucoup plus exigeants, en particulier sur les dépenses de fonctionnement, remettant ainsi en cause l'existence même de la structure qui a été si difficile à construire.

Pour faire durer le suspense, à la veille du Conseil d'Administration qui a finalement entériné le projet d'accord, ils ont été rejoints par les fleuristes qui voulaient que leur part de cotisations revienne à leurs actions propres, remettant en cause l'idée même d'interprofession.

Les réunions, y compris de dernière minute, les contacts à deux ou trois familles, les projets, les budgets et les palabres ont été multipliés à l'envie jusqu'à provoquer chez les participants une exaspération qui avait de plus en plus de mal à être dissimulée.

Au bord de la rupture, l'équipe de Val'hor avec la patience de son président a pu proposer un projet qui avait l'assentiment de presque tous et auquel l'UNEP, peut-être consciente qu'il était trop dangereux d'aller plus loin, a finalement adhéré.

Il ne reste maintenant plus qu'à le faire valider par nos ministères de tutelle, en espérant que le retard pris ne mettra pas Val'hor en porte à faux, et permettra de lancer à temps les appels de cotisations.

Autre point, plus positif, de notre interprofession : le lancement, lors du dernier Salon du Végétal, de la certification « Plante Bleue ».

Il faut rappeler que cette certification a été voulue par la FNPHP comme une opportunité de mettre en avant la production française en compensation des contraintes qui ne manqueraient pas de lui être imposées à la suite du Grenelle de l'environnement.

Notre démarche, ici, a été de travailler directement avec le ministère de l'Agriculture afin d'élaborer avec eux, et quelque fois en avance sur eux, des règles qui soient économiquement réalistes et acceptables pour nos entreprises afin que nous puissions mettre en avant les qualités environnementales de nos productions et les qualités sociales de nos entreprises.

Il nous faut maintenant faire adhérer le plus grand nombre possible d'entreprises à la démarche pour la faire vivre et en profiter.

Pour bien finir l'année 2010, il y a eu l'épisode « grèves » de l'automne avec, pour cette fois, le « bonus » des pénuries de carburant... Les horticulteurs en pleine période de chrysanthèmes et les pépiniéristes en plein dans les ventes d'automne ont été aux premières loges ! La pénurie a été plus marquée dans l'ouest que dans le sud, mais nous avons tous eu des difficultés à approvisionner nos camions en carburant, ou, pour ceux qui n'en n'avaient pas, à trouver des transporteurs capables d'acheminer leurs marchandises.

Notre fédération n'a pas de grands moyens à déployer face à ce type de difficultés, mais elle a pu faciliter les échanges entre producteurs, permettant ainsi de trouver diverses solutions aux problèmes posés.

Une sensibilisation de la M.S.A. a permis d'avoir l'assurance que les entreprises ayant souffert de ces grèves obtiendraient des délais de paiement pour leurs cotisations.

Ce type d'évènement met en lumière l'obligation pour notre fédération de redynamiser le réseau de ses adhérents. C'est un des objectifs et une condition de la réussite du projet Cap 2020 sur lequel nous avons continué de travailler en 2010 et travaillerons encore en 2011.

Soumis aux aléas climatiques et économiques, notre secteur l'est aussi aux aléas politiques.

Le printemps 2011 a bien mal démarré avec la décision de FranceAgrimer de clôturer la circulaire serres, seul dispositif national de financement de nos entreprises, de toutes tailles et de toutes productions.

La FNPHP a engagé un plan d'action « musclé » mais, au moment où je rédige ces lignes, la bataille ne fait que commencer et son issue reste incertaine.

Si nous comprenons les contraintes budgétaires, nous ne pouvons accepter que l'Etat « saborde » un secteur comme le notre.

Notre action porte aussi sur la baisse des budgets attribués aux stations régionales du réseau de notre Institut technique Astredhor.

Tout cela est en pleine incohérence avec les « beaux discours » en faveur de la recherche et de l'innovation!

Pour faire face à tous ces chantiers, l'équipe des chargés de mission est à nouveau au complet : après Dénoline Jolivet qui a remplacé Laure Tritz l'année dernière et qui a la lourde tâche d'animer les régions

Grand Est et Centre, Karine Tallès nous a rejoints au 1^{er} octobre 2010 et a tout de suite repris la région sud-ouest précédemment animée par Magali Lumineau. Elle a également repris ses dossiers nationaux avec, en premier lieu, les Olympiades des métiers dont la finale s'est déroulée au début de février au parc des expositions de la Porte de Versailles.

A cette occasion, il faut noter un renouvellement aussi en régions avec un nouveau président et un nouveau référent régional en Grand Ouest, la relance dynamique de l'île de France, dans le cadre de Seine-Manche, qui organise ce 67^{ème} congrès, Grand Est, qui verra se dérouler les assises du Paysage à Strasbourg et a participé à celles du CNVVF à Belfort, pour lesquelles toute la région s'est mobilisée, Sud-Ouest qui ne ralentit pas et continue de mobiliser un grand nombre d'adhérents, Rhône-Alpes Auvergne qui a renouvelé son équipe et qui s'est lancée dans l'élaboration d'une charte de bonnes pratiques dans les marchés publics, Centre Limousin qui continue avec la même équipe et Méditerranée qui a entrepris la rénovation de ses syndicats en PACA avec le regroupement Bouches du Rhône-Vaucluse et le développement des formations et des marques de qualité en Languedoc Roussillon.

Le cadre régional peut être aussi l'occasion de développer les liens avec « la Grande Maison » FNSEA.

C'a été particulièrement le cas en PACA à l'occasion des inondations du Var où les rivalités entre structures n'étaient plus de mise et où des liens durables se sont tissés entre les organisations.

Les élections de la FNSEA lors du congrès de Saint Malo, fin mars, ont permis de renouveler le mandat d'administrateur d'Antoine Pigot qui continuera de défendre les valeurs et les revendications des horticulteurs et pépiniéristes.

Les cotisations des associations spécialisées à la FNSEA ont été fortement modifiées. Le nouveau mode de calcul se veut plus équitable mais, si certaines cotisations ont été revues à la baisse, d'autres sont largement augmentées. La FNPHP est dans la moyenne des hausses avec une augmentation de 50 %.

La méthode de calcul est certes défendable, mais la mise à plat qui a été réalisée aurait pu être plus complète en revoyant globalement le mode de perception des cotisations et leur répartition entre les différents syndicats et fédérations départementales et régionales.

Un producteur (et tous sont à la même enseigne, quelque soit la production) doit, pour être syndicalement en règle, cotiser à la fois pour son syndicat local (et sa FDSEA) et à la fois pour son association spécialisée. Si on rajoute les cotisations aux stations techniques et à Val'hor (celle-là est obligatoire), beaucoup d'entre nous trouvent que trop c'est trop ! Même si ces nombreuses cotisations ne représentent en vérité qu'une toute petite part du compte de charges de nos entreprises...

Et c'est le seul moyen qu'on ait trouvé pour constituer un syndicalisme indépendant et qui soit assez puissant pour que ses revendications soient prises en compte par les pouvoirs publics.

Les problèmes d'assurance, je l'ai déjà évoqué, deviennent de plus en plus importants dans nos sociétés où les risques prennent tellement d'ampleur que la puissance publique ne veut ou ne peut plus les assumer seule...

Il est donc question de mettre en place des fonds de mutualisations et des caisses de solidarités qui devront, dans un premier temps, couvrir les risques sanitaires. C'est un grand chantier, qui devrait profiter de fonds européens pour sa mise en place et d'une participation de l'État qu'on voudrait annuelle. Mais les producteurs devront assumer au moins 35% du financement.

Un premier fonds « transversal » devrait voir le jour cette année avec une cotisation (j'en connais qui vont dire « encore une ! ») de l'ordre de 20 à 30 euros par exploitation.

Enfin, la FNSEA a relancé le débat sur la baisse des coûts de main d'œuvre permanente avec, cette fois-ci, un espoir de succès. Je n'ai pas besoin de vous dire l'importance de la main d'œuvre dans la structure des coûts de nos entreprises, nos professions sont parmi celles de l'agriculture où elle est la plus grande.

Différentes réponses ont été apportées par les entreprises à la hausse des coûts de main d'œuvre : robotisation et délocalisation pour l'industrie, recours à la sous-traitance dans des pays à bas coût, quelque fois même emploi de travailleurs sans papiers et sans couverture sociale.

Les conséquences sont connues : désindustrialisation massive, hausse du chômage, baisse des exportations et hausse des importations en provenance des pays où les salariés sont moins payés...

Pour l'agriculture, c'est la même chose ! Avec en plus les distorsions de réglementations phytosanitaires qui augmentent encore une concurrence qu'on peut légitimement considérer comme déloyale.

L'argumentation que nous défendons avec la FNSEA est qu'il n'est plus admissible de faire supporter le poids de la protection sociale par les seules cotisations salariales, et qu'une taxe (TVA sociale ?) appliquée sur toutes les marchandises (y compris celles qui sont importées) contribuera à compenser un peu les distorsions des pays à trop bas coût de main d'œuvre.

Et la FNPHP dans tout ça ?

Le projet Cap 2020 a essayé de tracer les voies pour que nos entreprises soient encore profitables dans dix ans. Il nous faut maintenant déterminer comment notre fédération doit s'organiser pour réaliser au mieux nos objectifs.

Vous aurez remarqué, j'espère, qu'en application d'une décision prise en conseil d'administration, la FNPHP communique plus ! Si les informations techniques restent réservées aux seuls adhérents, la communication politique s'adresse à tous et permet de montrer que nous sommes bien présents sur tous les dossiers importants.

Il nous faut, plus que jamais, toujours plus d'adhérents et toujours plus d'engagement de chacun. La stratégie de niche peut profiter à quelques uns qui auront su en trouver d'assez douillettes, mais il n'y en a pas pour tout le monde, et nos entreprises ont besoin de tous pour mieux se défendre et mieux occuper le terrain !

Cette année encore nous montre la nécessité de l'action collective, avec la sécheresse de ce printemps... D'abord on pense aux éleveurs, qui sont directement concernés par les pénuries de fourrage. Mais, parmi les autres productions agricoles, les horticulteurs et pépiniéristes ont, eux aussi, été touchés. Si toutes les régions n'ont pas subi des restrictions d'eau, un questionnaire envoyé le 8 juin dernier à tous nos adhérents a montré par son taux de retour particulièrement élevé (plus de 140 retours) et par le soin mis à la rédaction des réponses qu'il y a vraiment de gros problèmes. Même ceux qui n'ont pas été touchés directement ont connu des baisses significatives de leurs ventes, phénomène que nous avons déjà connu en 2003-2004, puisque les consommateurs ne peuvent plus arroser leurs jardins.

La FNPHP a fait partir (dès le 17 juin) des courriers au Ministère de l'Agriculture, bien sur, mais aussi à la MSA et à la FNSEA pour faire prendre conscience à tous nos interlocuteurs de l'ampleur du problème.

Nous évoquerons les actions à mener lors de cette première journée avec nous tous et ce soir avec le conseil d'administration.

Je terminerai mon propos en évoquant les trois années du mandat qui se termine, où le bureau a travaillé avec une grande disponibilité de ses membres et, j'espère, avec l'efficacité qu'on pouvait en attendre. Si tout a si bien fonctionné, y compris dans certaines périodes très critiques, c'est aussi grâce à l'engagement de notre présidente, qui n'a jamais compté son temps et a su se rendre disponible autant qu'il le fallait.

Enfin, tout ça ne pourrait marcher sans l'équipe « administrative » autant parisienne que régionale, qui s'est montrée toujours très soudée et efficace. L'épisode, tout en glissade ce début d'année, de son directeur l'a bien montré : tout le monde s'est mobilisé et, de l'extérieur, on n'a rien vu d'anormal !

Ollivier OTTENWAELDER
Secrétaire Général